

Tous acteurs MUNICIPALES 2020



REVUE DE PRESSE au
18 décembre 2019

"Tous acteurs", cap sur 2050

MUNICIPALES La CCIMP a présenté hier aux candidats un ensemble de propositions concrètes pour l'avenir du territoire

Après le Livre bleu de la CPME la semaine dernière, le Pacte Eco 13 présentée lundi par l'UPE 13, place aux 15 propositions économiques dévoilées hier par Tous Acteurs, le collectif porté par la Chambre de commerce et d'industrie Marseille-Provence rassemblant les acteurs économiques et sociaux du territoire. À quelques mois des municipales, le monde économique a décidé de se saisir de cet enjeu politique majeur et de porter la voix des chefs d'entreprise pour penser l'avenir et demander aux élus de les entendre et les écouter.

Pendant plusieurs semaines, 31 partenaires et 32 experts (universitaires, urbanistes, représentants de secteurs d'activité et de grandes structures français et internationaux) et 200 chefs d'entreprise, animateurs de réseaux, jeunes actifs, apprentis et étudiants ont échangé, réfléchi, comparé, analysé et exprimé différents points de vue. De ces rencontres, de cette mobilisation ont émergé 15 projets "tournés vers l'avenir, au service de la réussite des 92 communes et de la Métropole Aix-Marseille-Provence." Devant de nombreux candidats marseillais pour la plupart, la team Tous acteurs a exposé hier matin au Palais de la Bourse les grandes lignes de ces 15 leviers d'actions.

"L'avenir du territoire passe par l'économie, a rappelé Jean-Luc Chauvin, car elle crée



Avec leurs 15 projets, les partenaires économiques veulent être acteurs de l'avenir de leur territoire.

/PHOTO G.VL

de la richesse. L'économie doit permettre de recoudre nos communes... Ce territoire a les capacités de devenir un laboratoire du développement durable de demain." Pas de session de rattrapage, "en 2050, nous serons l'interface d'une Europe vieillissante et d'un Sud en pleine expansion. Notre territoire est au centre des flux. Nous devons être capables de faire un saut quantique, d'avoir un coup d'avance".

Et d'ajouter: "Nous devons porter une attention particulière à Marseille. Le territoire ne pourra pas réussir sans la réussite de Marseille. Nos citoyens ne

Vous avez dit des idées un peu folles ?

Parmi les idées exposées, on note une "vallée des énergies du futur à Gardanne", des "tramways au service de la logistique urbaine (livraison de colis par exemple) de minuit à 5 heures", un "Tripadvisor de la gestion publique" pour noter et évaluer l'action publique, des colis livrés par drones dans les communes rurales (une expérimentation est déjà menée dans le Var par La Poste)... On a pu lire un "RER Aubagne-Aix-Vitrolles-Aéroport-Marseille", des "cargos vélos pour la collecte de déchets verts des restaurants dans les centres-villes", des "robots multilingues dans les sites touristiques", une "université des savoir-faire et des métiers de la mer"... Et pourquoi pas l'inauguration en 2025 de la "plus grande école d'intelligence artificielle d'Europe"... des "piscines d'eau de mer publiques" ou encore une "bonification du COS pour les projets intégrant une toiture végétalisée"...

savent pas tout ce qui se passe, tout ce qui marche. Il faut changer de méthode. Nous devons privilégier l'incitatif au coercitif. Il ne faut pas rester coincer sur notre périmètre."

À partir des contributions, 5 défis ont été déclinés en 15 projets. Défi numéro 1, donner envie de vivre et travailler ici, c'est-à-dire créer dans chaque commune, les conditions d'une vie professionnelle épanouie pour les actifs d'aujourd'hui et de demain. Bref, c'est favoriser sur l'émergence des talents sur le territoire et miser sur la jeunesse. Défi 2, dessiner la Métropole durable en Mé-

diterranée, c'est bien sûr parler urbanisme, environnement et écologie. Défi 3, combiner foncier, mobilités et connectivités physique et numérique, en clair on met en avant les transports décarbonés en pole position, on repense les usages, et on développe une ville inclusive (c'est le mot à la mode) au service des citoyens.

Défi 4, assumer notre vocation mondiale, c'est s'imposer comme hub économique entre Europe, Méditerranée et Afrique mais aussi booster le rayonnement événementiel et technologique. Défi 5, cogérer les défis clés du territoire. Cela passe par le renforcement de la place de l'entreprise et de la société civile, aux côtés des collectivités dans la gouvernance des projets du territoire. Mais également par l'évaluation indépendante de l'action publique.

À chaque défi présenté, des acteurs économiques sont venus exposer leurs positions. C'est peut-être Monique Casar, présidente de la Chambre régionale de métiers et de l'artisanat qui a eu la phrase de synthèse: "L'important est de construire ensemble une intelligence territoriale et économique." "Ensemble, nous avons réussi à nous parler et échanger un destin pour notre territoire." Pas de grandes révélations mais une envie de faire. Les candidats et élus ont reçu le message. Maintenant, y plus qu'à...

Généviève VAN LEDE



FAIRE DE VOUS LES ARTISANS DE DEMAIN

Devenez un spécialiste de la rénovation énergétique dans le bâtiment avec les dispositifs de formation **FEEBAT**, **Qualit'EnR** et **MOOC Bâtiment Durable**. Valorisez ainsi votre savoir-faire et positionnez-vous sur un marché en pleine croissance.

Renseignez-vous sur faire.fr rubrique "professionnels".

FAIRE

TOUS ÉCO-CONFORTABLES



GARDANNE Manifestation solidaire

Les salariés de la centrale thermique, d'Alteo, de ST Micro, les territoriaux, retraités les unions locales CGT de Gardanne, Aix, Aubagne, FO... appellent à un grand rassemblement unitaire demain 10h30 à la centrale thermique pour la défense du tissu industriel du pays gardannais. Ils espèrent le soutien « symbolique » de la mairie et des commerçants, qu'ils vont sensibiliser aujourd'hui.

Roger Meï réagit aux dossiers industriels

L'édile « écologiste », selon ses mots, a l'habitude de jongler entre défense de l'emploi et de l'environnement. Il réaffirme aujourd'hui son soutien à Alteo, en redressement économique, et à la centrale thermique, confrontée à la fin de l'exploitation du charbon en 2022. « Les difficultés de nos entreprises ponctuent notre quotidien. Gardanne, une ville de 21 000 habitants, compte déjà 1 700 demandeurs d'emploi. Pourraient s'y ajouter plus de 2 000 emplois pour la Centrale et Altéo réunis. Un scénario que nous n'envisageons pas. Nous travaillons à trouver des solutions pour les salariés de la centrale thermique et la reconversion du site de Gardanne/Meyreuil. Une filière bois pourrait venir compléter l'unité biomasse existante avec des emplois non délocalisables. D'autres projets vont également être étudiés dont ceux proposés par le syndicat de l'entreprise », fait-il savoir. Et d'ajouter à propos d'Alteo : « Ses alumines de spécialité, reconnues mondialement, sont utiles jusque dans nos objets high-tech du quotidien. Gardanne est fière de son industrie et du made in France qu'elle produit. Nous pouvons allier développement économique, respect de l'environnement et maintien de l'emploi. »

TOULON Le budget au menu du conseil municipal

Le dernier budget pour cette mandature sera ce matin dès 9h à l'ordre du jour de la séance publique du conseil municipal de Toulon. Ce qui promet à l'avant-veille de la bataille municipale quelques charges de l'opposition concernant la part de l'investissement public dont va se doter la ville pour l'exercice 2020.

Les entrepreneurs veulent être en prise avec les futurs élus



MUNICIPALES 2020

Une trentaine d'associations d'acteurs économiques a remis, hier, ses propositions aux candidats. Avec la volonté d'être des partenaires privilégiés des élus.

Après le livre blanc des petites et moyennes entreprises (CPME) vendredi, le pacte pour les entreprises de l'UPE 13 lundi, d'autres acteurs économiques sont entrés, hier, dans le jeu des municipales. Un collectif d'une trentaine d'associations patronales s'est retrouvé à la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Marseille pour exposer ses propositions économiques et sociales aux candidats.

« Un collectif inédit », salue Jean-Luc Chauvin, président de la CCI qui a impulsé cette démarche baptisée « Tous acteurs municipales 2020 ». Dans l'assistance, de nombreux candidats : Martine Vassal (LR), Bruno Gilles (DVD), Yvon Berland (soutenu par LREM), Jean-Philippe Agresti (battu pour l'investiture LREM et qui n'a pas visiblement pas renoncé - lire page suivante), Christophe Madrolle (divers écologiste), Samia Ghali (DVG) et



Alors qu'une récente étude classe la métropole Aix-Marseille comme la moins attractive de France, les acteurs économiques ont aussi pointé la faiblesse des transports en commun. PHOTO FC

même Michel Pinard (sans étiquette). Le chef d'entreprise François Ranise, membre du comité de pilotage du Printemps marseillais, était aussi de la partie. Hors Marseille, Sylvia Barthélémy, candidate soutenue par LREM à Aubagne, était présente. Aucun n'a pris la parole. « Tous les candidats étaient invités seulement pour écouter notre restitution, ils auront tout le temps ensuite pendant la campagne de s'exprimer », justifie, après coup, Jean-Luc Chauvin.

La porosité entre le monde économique et le monde politique n'est pas nouvelle. L'adjoint LR marseillais à l'économie, Didier Parakian est un ex-chef

d'entreprise. Martine Vassal vient aussi de ce milieu. La présidente LR de la Métropole et du Département a d'ailleurs reçu le soutien d'Alain Gargani, président de la CPME et de Stéphane Soto, qui était à la tête de Medinsoft (association d'entreprises du numérique).

Contrôler l'action publique

« Tant mieux », réagit Jean-Luc Chauvin, lui-même « actuellement » sollicité par les candidats mais qui décline pour terminer son mandat à la CCI fin 2021. « S'ils continuent à porter les mêmes valeurs qu'ils ont comme chefs d'entreprise, c'est très bien ». Manière d'entrer dans la gou-

vernance et de « mixer les décideurs politiques avec les chefs d'entreprise », revendique Jean-Luc Chauvin, qui souhaite instaurer une évaluation des politiques publiques. Alors que la compétence économie relève de la Métropole, préfère-t-il un seul et même interlocuteur à la mairie de Marseille et à la Métropole, question sensible à droite ? « C'est le suffrage universel qui décidera, nous sommes pour rassembler le territoire », évacue-t-il.

Les acteurs économiques ont mis sur la table 5 défis et 15 projets *, mêlant attractivité, environnement et transports.

Florent de Corbier

* <https://tousacteurs.ccimp.com/>

Dans un an et demi, les voitures les plus polluantes exclues du centre-ville

MARSEILLE

La Métropole travaille à la création d'une zone à faibles émissions. À l'été 2021, la circulation routière sera très limitée dans un large centre-ville.



Le périmètre court d'Euromed au Prado, en passant par Plombières, le Jarret et Rabatau. PHOTO DR

instaurée une restriction de la circulation. Et ce, en fonction du degré de pollution du véhicule, à certaines heures. « Nous sommes en phase de discussions sur tous les paramètres », indique Martine Vassal, présidente LR de la Métropole.

La seule certitude concerne le périmètre : 19,2 km² englobant un large centre-ville, d'Euromed au Prado. Soit 314 000 habitants. « 52 000 habitants vivent au-dessus du seuil limite d'exposition aux particules fines », rappelle l'élue. Un ca-

lendrier prévoit la mise en application de la ZFE en juillet 2021.

Le reste, comme les critères de pollution ou les plages horaires, sont en discussion. Cette ZFE viendra en complémentarité de la circulation différenciée, instaurée par la préfecture lors de pics de pollution avec la vignette Crit'air (plus de 300 000 conducteurs l'ont achetée dans les Bouches-du-Rhône). La ZFE pourrait être contrôlée par des caméras fixes. « On ne souhaite pas faire de l'écologie punitive et dogmatique », prévient Martine Vassal. La Métropole planche sur un parking relais dédié aux poids lourds, dont les livraisons se feraient ensuite en mode doux. Des aides aux particuliers, notamment les ménages les plus modestes, pour les inciter à changer leur véhicule pourraient voir le jour. FC.

madeinmarseille.net
17/12/2019

madeinmarseille.net Municipales 2020 – Le monde économique présente ses 15 projets phares aux candidats

Dans le cadre de la démarche « Tous acteurs, Municipales 2020 » initiée par la Chambre de commerce et d'industrie Marseille Provence, les partenaires économiques et sociaux ont restitué leur travail de ces derniers mois et présenté leurs propositions aux candidats présents.

Un collectif inattendu. 31 structures économiques réunies. Une démarche inédite pour une vision du territoire à l'horizon 2050. Cinq défis déclinés en 15 actions « concrètes à construire », et même des idées (presque) folles.

Ces derniers mois, fédérés autour de la démarche « Tous acteurs Municipales 2020 », lancée le 13 juillet dernier, par la Chambre de commerce et d'industrie Marseille Provence (CCIMP), les partenaires économiques et sociaux ont planché sur un projet métropolitain, aux côtés de 32 experts français et internationaux. Parmi eux, des chercheurs européens en urbanisme, des architectes à l'instar de Corinne Vezzoni et Rudy Ricciotti ; Tarik Ghezali, spécialiste de l'économie sociale et solidaire et fondateur de la Fabrique du Nous ; Hervé Martel, président du directoire du Grand Port Maritime de Marseille-Fos ; Christian Maneti, président d'Atout France ; Pierre Pelouzet, médiateur des entreprises au Ministère de l'économie et des finances ou encore Michel Barnier, négociateur en chef pour la relation avec le Royaume-Uni pour le Brexit, l'économiste Robin Rivaton, Olivier Babeau, le fondateur de l'Institut Sapiens, Olivier Oullier, le patron de la société américaine de bio-informatique Emotiv...

« L'avenir passe par l'économie »

Leur regard à la fois averti et décalé sur Marseille et son territoire, « nous donne une responsabilité supplémentaire », déclare Jean-Luc Chauvin, président de la CCIMP, ce matin, au Palais de la Bourse. Dans le salon d'honneur comble, en présence de plus de 200 personnes et de prétendants à l'élection marseillaise, l'heure était à la restitution des propositions-clés. Martine Vassal, Sabine Bernasconi, Samia Ghali, Bruno Gilles, Robert Assante, Yvon Berland, Jean-Philippe Agresti, Michel Pinard... ont répondu présents.

Toutes « s'inscrivent dans un temps plus long » que la simple échéance de mars 2020. Les centaines de contributions récoltées ont permis de mettre en lumière une conviction forte : « l'avenir passe par l'économie, car elle a les moyens de répartir la richesse, les moyens de créer l'équité, de l'inclusion pour le territoire. L'économie doit permettre de recoudre notre territoire et nos communes », poursuit le président de la CCIMP, s'appuyant sur le diagnostic des spécialistes.

Autre certitude : ils ne préconisent pas de rattraper le retard accumulé ces dernières années, notamment dans la ville-centre, mais s'accordent à dire « de faire un saut quantique. C'est seulement à ce prix qu'on pourra devenir une grande métropole ». Avec la nécessité d'accorder une place particulière à Marseille, « sans elle, le territoire ne pourra pas réussir. Ça donne une responsabilité aux 92 maires pour construire ce territoire ensemble ».

Une terre d'expérimentations au coeur des échanges euro-méditerranéens

Sans surprise, l'économie apparaît comme un levier de rayonnement pour le territoire, qui doit lui permettre de retrouver son lustre d'antan, en France, en Méditerranée, en Europe et dans le monde.

Par ailleurs, « grâce à l'économie », ce territoire est en capacité de devenir un laboratoire : « une terre d'expérimentations de la ville durable et méditerranéenne de demain ». Les experts évoquent d'ailleurs, à ce titre, que le positionnement géo-stratégique de la ville – trait d'union entre l'Europe et l'Afrique – lui permet de jouer un rôle principal face aux enjeux du changement climatique, dans les nouveaux modèles sociétaux...

En ce sens, le territoire doit aussi assumer son destin euro-méditerranéen : « En 2050, nous devons accepter que nous serons une interface entre une Europe vieillissante et d'un sud de la Méditerranée, en extension », souligne Jean-Luc Chauvin, citant un des experts.

Le territoire est au centre des échanges, « des flux d'hier, d'aujourd'hui et de demain », de marchandises, du numérique... Avec les 14 câbles sous-marins, Marseille figure dans le top 10 des villes mondiales les plus connectées. L'installation des deux nouveaux câbles (2020-2021) lui fera gagner cinq places dans ce classement. « Ils [les experts] considèrent qu'on a un potentiel extraordinaire pour être à nouveau au centre du jeu mondial pour le flux des données », à condition de savoir quelle utilité offrir à ces données dans l'avenir. Un défi à relever.

Promouvoir « l'esprit lab », c'est aussi « privilégier l'incitatif au coercitif », en matière de fiscalité, de gestion des déchets, de centre-ville, de mobilité... Les experts prônent également la mise en place de zones d'expérimentations en matière d'urbanisme, d'occupation des sols, « cela impose un raisonnement différent tout en respectant la loi », souligne Jean-Luc Chauvin, citant le verbatim suivant : « dans une zone particulière, il faudrait instaurer des zones d'expérimentation de l'urbanisme de projet sur des espaces définis, donner priorité au projet sur les règles et non l'inverse, tant que l'esprit de ces règles est garanti ».

Promouvoir la jeunesse, les talents et les réussites

Les atouts du territoire sont nombreux. Nul doute que la jeunesse en est un précieux. « Multi-culturelle, son énergie, sa capacité aussi à avoir des liens avec l'Afrique... », elle doit elle-aussi être un vecteur de rayonnement. Dans ce sens, le territoire doit s'imposer comme un espace d'opportunités et de révélation des talents... Les talents existent, tout comme de belles réussites. A titre d'exemple, « le Parc national des Calanques, Euromed, le technopôle de l'Arbois, les promesses de thecamp, de Giptis » ou des réussites du quotidien comme des piétonnalisations, des marchés qui reviennent sur la place des village... Reste que là où le bât blesse selon les experts, c'est qu'elles ne sont mises en lumière à aucune échelle : ni locale, ni nationale, ni internationale. « Vous êtes les porteurs de votre propre *bashing* », estiment-ils.

Les partager, essayer et les étendre... cela passe par un « changement de vision et de méthode. »

Une co-construction de la ville de demain

Dernier point, la co-construction. « Il faut nous parler, construire et agir ensemble. On ne peut plus faire de la même façon que l'on faisait au XXe siècle ». L'objectif est d'entrer dans une nouvelle forme de partenariat et de co-pilotage entre les élus et les acteurs économiques. En allant également chercher des sou-

tiens internationaux, car « notre salut passe par le dépassement de l'échelon parisien et français » ; par le dépassement de l'entre-soi.

De ce constat, cinq grands défis se sont dessinés : attirer des talents ; dessiner la métropole durable de la Méditerranée ; décarboner les transports et créer une ville numérique inclusive ; accélérer l'internationalisation du territoire ; et renforcer la place de l'entreprise et de la société civile dans la gouvernance des projets. (lire encadré).

L'ensemble des acteurs se tient à la disposition des élus pendant la phase d'élaboration de leur programme. Après les élections municipales, ils suivront la mise en oeuvre de leurs propositions grâce à un système d'évaluation par un cabinet indépendant. « Marseille est à un tournant. Profitons-en pour aller plus loin et plus vite. »



[https : //madeinmarseille.net/actualites-marseille/2019/12/CCIMP_TousActeursMunicipales20201.jpg](https://madeinmarseille.net/actualites-marseille/2019/12/CCIMP_TousActeursMunicipales20201.jpg)

par Narjasse Kerboua

Gomet - 18 décembre 2019 à 08h39 À la une

Les 15 propositions de la CCI Marseille Provence aux candidats aux municipales

par Richard Michel

Faire de Marseille, le hub économique vers l'Afrique

Une des phrases d'experts mis en exergue dans le fascicule de la CCI résume sa vision de la vocation internationale du territoire : « *En 2050, nous serons l'interface d'une Europe vieillissante et d'un Sud de la Méditerranée en extension* ». Cap vers l'Afrique et le Moyen-Orient donc avec l'ouverture d'une Maison de l'Afrique en 2021, installer le prochain fonds d'investissement Afrique sur le territoire Aix-Marseille ou encore un nouvel incubateur de talents euro-méditerranéens.

Sur la gouvernance, la chambre milite pour une plus grande coopération des communes pour des projets métropolitains avec un concours pour valoriser les programmes entre trois communes et plus. Pour chaque projet économique, elle demande des appels à manifestation d'intérêt visant à intégrer un chef d'entreprise à la conception de l'opération. Enfin, **la CCI propose également une évaluation de l'action publique par un cabinet indépendant** « *comme cela existe dans de nombreux pays du Nord de l'Europe* », précise Jean-Luc Chauvin. « **L'évolution de la gouvernance est cruciale**, insiste le président de la CCI. *Les décisions doivent avancer plus vite, en phase avec le temps économique. Le fait de mixer un décideur politique avec un chef d'entreprise permettrait de faire plus rapidement* ».

Les candidats en phase avec la CCI

A la fin de cette présentation de deux heures, les politiques ont unanimement applaudi le travail de la chambre. Martine Vassal confie même à Gomet' « *que c'est 80% de [mon] programme qui vient de nous être présenté* ». **La présidente de la**

Métropole et du Département semble avoir particulièrement été séduite par deux thématiques : le transport et l'environnement. « *Pour les quartiers Nord, il faut bien évidemment poursuivre l'extension du tramway au plus vite. Un métro, ce serait trop compliqué et trop cher* », estime-t-elle. Une idée a également particulièrement retenue son attention : utiliser les tramways pour la logistique urbaine de minuit à 5 heures du matin. « *Je vais sérieusement me pencher là-dessus pour voir si c'est faisable* », promet-elle. Son adversaire issu de la même famille politique, Bruno Gilles retient pour sa part que « *la chambre nous demande du bien-être, des bonnes conditions pour travailler à Marseille et ils ont raison. Mais **on ne peut pas gérer la vie économique de Marseille en ayant la pression des 91 autres communes de la Métropole*** », lance-t-il à l'attention de la présidente de la Métropole.

Plus au centre de l'échiquier politique, **Yvon Berland** « *adhère à la plupart des propositions et nous avons d'ailleurs déjà étudié beaucoup* », assure-t-il. « *Après, il faut voir ce qui est faisable* », tempère-t-il. Le candidat LREM a beaucoup apprécié « *le droit à l'expérimentation* » et « *l'évaluation de l'action publique, un point fondamental. Il faut informer tous les six mois nos concitoyens de ce qui se passe dans leur ville. Je le mettrais en place et j'en ai l'habitude car c'est dans la culture de l'université d'être régulièrement évaluée sur son travail et c'est bien normal* ».

Les candidats à la mairie de Marseille et des autres villes pourront très bientôt continuer à débattre avec les membres de la chambre de commerce. Son président Jean-Luc Chauvin a annoncé à la fin de la présentation que la CCI « *allait rencontrer chaque tête de liste pour leur demander leur avis sur ces 5 défis et on mettra les vidéos en ligne sur nos réseaux sociaux* », promet-il.

Le Point. Pr. 17/12/2019.

Jean-Luc Chauvin : « Faire de Marseille le lab de la ville de demain »

Le président de la CCI Marseille Provence présentait ce mardi 15 propositions audacieuses aux candidats aux élections municipales.

Et si on parlait enfin projet ? Alors que les candidats aux municipales s'écharpent sans avoir encore dévoilé tout leur programme, la chambre de commerce et d'industrie (CCI) Marseille Provence a décidé d'être force de proposition. Elle présente ce midi au Palais de la Bourse de la cité phocéenne 15 projets opérationnels. Une initiative anti-bashing baptisée « Tous acteurs Municipales 2020 », qui compte s'attaquer à cinq grands défis : attirer des talents ; dessiner la métropole durable de la Méditerranée ; décarboner les transports et créer une ville numérique inclusive ; accélérer l'internationalisation du territoire ; et renforcer la place de l'entreprise et de la société civile dans la gouvernance des projets. Lancée le 13 juillet, cette réflexion a réuni 31 acteurs du monde économique et 32 experts, parmi lesquels Michel Barnier, négociateur en chef de l'UE pour le Brexit, l'économiste Robin Rivaton, Olivier Babeau, le fondateur de l'Institut Sapiens, Hervé Martel, le président du directoire du Grand Port Maritime de Marseille-Fos, Alioune Gueye, PDG du groupe Afrique Challenges, Olivier Oullier, le patron de la société américaine de bio-informatique Emotiv, ou encore des chercheurs européens en urbanisme et les architectes marseillais Rudy Ricciotti et Corinne Vezzoni. Jean-Luc Chauvin, président de la CCI, nous explique le sens de cette démarche inédite.

Lire aussi Marseille - Les dossiers brûlants de la campagne municipale
Marseille
- Les dossiers brûlants de la campagne municipale

Le Point : Comment est née votre initiative ?

Jean-Luc Chauvin : Dans cette campagne municipale et métropolitaine, il nous a semblé qu'on ne parlait pas beaucoup projet. Nous avons donc décidé de contribuer au débat en apportant des idées pratiques de long terme : elles n'ont pas forcément vocation à être toutes réalisées sur un seul mandat. Pour conduire cette réflexion, nous avons fait appel à des structures du monde économique, non pas aux entreprises directement, mais aux zones d'activités, aux groupements comme la Capeb, la CPME, la chambre régionale d'économie sociale et solidaire, aux associations d'entrepreneurs, de commerçants... Nous avons aussi consulté des experts locaux et internationaux pour connaître leur perception de notre territoire. L'économie est au centre de leurs préoccupations, car c'est elle qui crée de la richesse.

Lire aussi Marseille - Grotte Cosquer : objectif 2022 ! Marseille - Grotte Cosquer : objectif 2022 !

Dans les sondages d'opinion récents, ce sont plutôt les thèmes de la sécurité, la propreté et l'environnement qui arrivent en tête...

Oui, et ce sont aussi celles des salariés et des chefs d'entreprises. La lutte contre la pauvreté, la mobilité, la sécurité, la civilité et la propreté sont des fondamentaux à améliorer, sans quoi les talents ne resteront pas. Ces sujets sont donc indispensables à traiter, mais ils ne sont pas suffisants, car ils nous permettent juste de rattraper les standards des autres métropoles. Ce que nous proposons, c'est de faire un saut quantique, d'anticiper les standards du futur. Il faut faire de Marseille « le lab de la ville de demain ».

Comment les retards accumulés en matière de transport, de logement, d'écoles permettent-ils d'envisager ce scénario ?

En changeant les méthodes du passé. Il faut faire de l'incitatif plutôt que du coercitif. Prenez l'urbanisme par exemple. Au lieu d'imposer des règles maximales, proposons des règles minimales en accordant des droits à construire supplémentaires (dans une certaine limite bien sûr) s'il y a un effort de végétalisation, d'économie d'espace ou de construction de bâtiments à énergie positive. On entre ainsi dans une logique vertueuse qui accélère la transformation de la

ville. Il faut raisonner différemment pour s'adapter aux contraintes, financières notamment. Nous proposons ainsi d'utiliser les tramways entre minuit et 5 heures du matin pour la logistique urbaine. Être le lab de la ville de demain, c'est aussi accepter les expérimentations de nouveaux outils technologiques. Grâce à nos 14 câbles sous-marins, nous faisons partie des dix villes les plus connectées au monde. Créons ici la plus grande école d'intelligence artificielle de France et pourquoi pas d'EuropeEurope. Il faut aussi améliorer le trait d'union avec l'Afrique. C'est le continent qui va tirer la croissance demain et nous sommes juste en face.

Ces propositions sont-elles une manière de pointer le manque d'imagination et d'ambition des élus ?

En tout cas, c'est une façon de leur dire qu'à rêver grand, on obtient toujours mieux. C'est pourquoi dans le document que nous allons leur remettre, nous avons listé ce que nous avons appelé des « idées folles », comme l'accueil de l'exposition universelle de 2027, la délocalisation du ministère de la Mer et de l'Environnement à Marseille, la création d'une cité bio-aquatique au Frioul. Nous avons une biodiversité incroyable, valorisons-la ! Nous proposons aussi un trip advisor de la gestion publique, pour confier l'évaluation des politiques publiques à un cabinet indépendant.

Est-ce en réaction au récent rapport de la chambre régionale des comptes qui égrille la gestion municipale de Marseille ?

Non. Le sujet, c'est que les élus n'arrivent pas à réaliser ce qu'ils promettent. Prenez les transports : les entreprises du territoire versent 300 millions d'euros pour les améliorer et, malgré cela, le réseau reste insatisfaisant. Pour nous, c'est la double peine. Or, le seul mode d'évaluation des élus aujourd'hui, c'est la réélection. Ce qui n'est pas très cartésien...

Vous proposez aussi une gestion multicéphale public-privé pour les grands projets d'infrastructures. Vous êtes favorable aux partenariats publics-privés ?

Non, pas forcément. Il s'agit plutôt de mettre en place un copilotage des projets avec un élu et un chef d'entreprise, afin de gagner en agilité. On peut chercher des soutiens internationaux aussi.

Qu'attendez-vous désormais des candidats aux municipales ?

Nous sommes à leur disposition pendant la phase d'élaboration de leur programme. Après les élections municipales, nous suivrons grâce à notre système d'évaluation par un cabinet indépendant comment nos idées sont mises en oeuvre. Marseille est à un tournant. Profitons-en pour aller plus loin et plus vite.

Par Audrey Emery